



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 35 – 28 octobre 2022

Sommaire

Fait marquant

- Le nouveau Premier ministre, Rishi Sunak, nomme son gouvernement

Climat & Energie

- Rishi Sunak rétablit le moratoire sur la fracturation hydraulique mais reste ambigu sur le développement de l'éolien terrestre
- Les producteurs d'électricité renouvelable s'alarment du plafonnement de leurs revenus
- De plus en plus de ménages sont contraints de passer au prépaiement de leurs factures d'énergie
- La *UK Health Security Agency* lance un centre d'expertise sur les impacts du changement climatique pour la santé

Environnement

- Afin de mettre un frein au *greenwashing*, la *Financial Conduct Authority* (FCA) propose un ensemble de nouvelles mesures
- Le nouveau système d'aides agro-environnementales peine à trouver son public

Industrie

- La *Confederation of British Industry* (CBI) publie son étude mensuelle sur l'industrie manufacturière britannique
- L'investissement en R&D recule au R-U depuis 2014
- Certaines entreprises pharmaceutiques envisageraient la réduction de leur activité au R-U si le NHS maintenait son mécanisme limitant le prix de certains médicaments

Transports

- L'aéroport d'*Heathrow* pourrait être contraint de réintroduire son *passenger cap* en période de forte affluence
- De nouvelles grèves sont annoncées dans le secteur ferroviaire

Fait marquant

Le nouveau Premier Ministre, Rishi Sunak, nomme son gouvernement


Désigné leader du Parti Conservateur lundi 24 octobre à la suite de la démission de Liz Truss, Rishi Sunak a été nommé Premier Ministre le mardi 25 octobre puis a annoncé dans la foulée la composition de son Cabinet. **Grant Shapps**, ancien ministre des Transports et cadre historique du parti conservateur, est nommé ministre des entreprises, de l'énergie et de la stratégie industrielle (BEIS). A ses côtés, Graham Stuart a été confirmé comme ministre délégué, en charge du climat, mais il ne siègera pas au *Cabinet*. Ministre de la santé et vice-Première Ministre dans le gouvernement de Liz Truss, **Therese Coffey**, est nommée ministre de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA), poste qu'elle avait déjà occupé entre juillet 2019 à septembre 2019, après avoir été « sous-secrétaire » d'Etat à ce même ministère entre 2016 et 2019. **Mark Harper** est nommé ministre des transports. Il sera épaulé par Jesse Norman, nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports. Par ailleurs, même s'il ne siègera pas au Cabinet, **Alok Sharma** a été reconduit au poste de Président de la COP 26 et représentera le Royaume-Uni à la COP 27.

S'il a déjà confirmé le rétablissement du moratoire sur la fracturation hydraulique, Rishi Sunak devra rapidement prendre position sur des sujets aussi importants que les orientations de la politique énergétique, la mise à jour de la stratégie *Net Zero* et des objectifs du Plan pour l'environnement ou encore le degré de divergence réglementaire par rapport au droit de l'Union européenne.

Le chiffre de la semaine

6 millions

Selon le rapport [Lancet Countdown 2022](#), ce serait le nombre d'heures de travail potentielles qui auraient été perdues au R-U en 2021 à cause des fortes chaleurs. Ce chiffre ne représente que 0,01 % des heures travaillées sur une année au R-U. La hausse des températures aurait ainsi entraîné une perte de revenus de 94 M£ en 2021 dans les secteurs les plus exposés (construction, agriculture, etc).

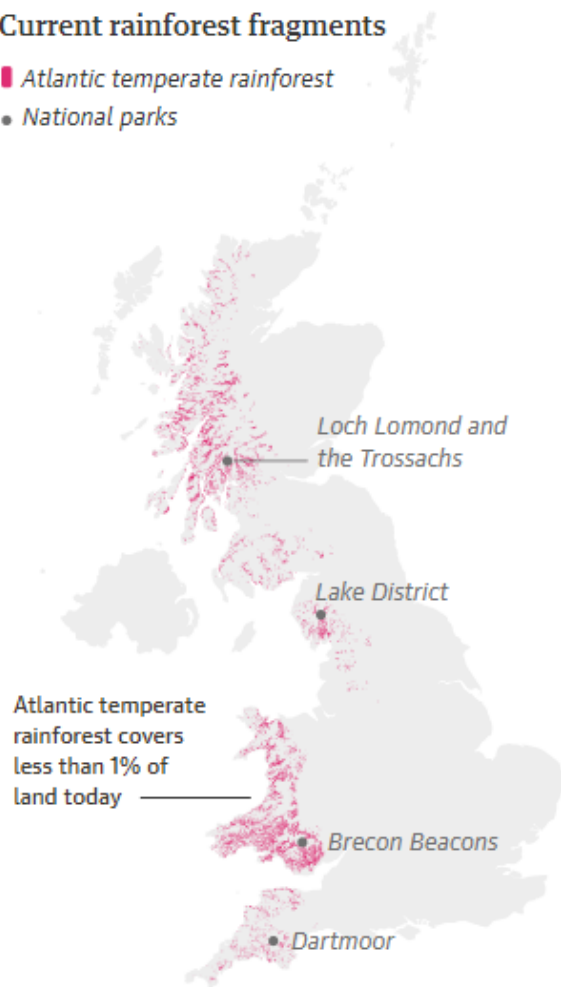




Le graphique de la semaine

Current rainforest fragments

- Atlantic temperate rainforest
- National parks

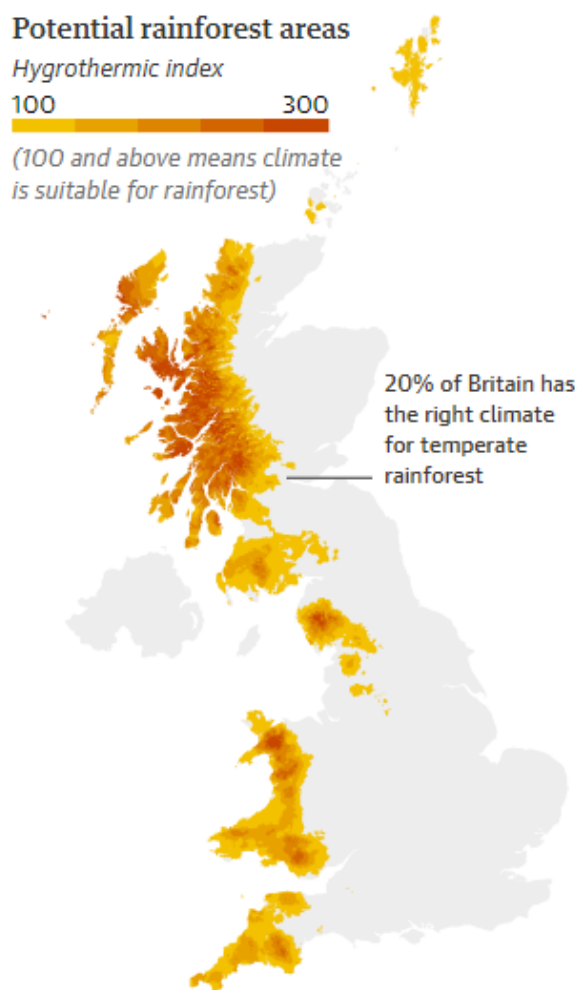


Potential rainforest areas

Hygrothermic index

100 300

(100 and above means climate is suitable for rainforest)



Guardian graphic. Source: Guy Shrubsole and Tim Richards. Note: hygrothermic index measures moisture and heat

Selon l'équipe de la campagne [Lost rainforests of Britain](#), les forêts humides tempérées, décimées au fil du temps par les espèces invasives, la pollution et les pâturages, pourraient être régénérées sur 20 % du territoire du Royaume-Uni, alors qu'elles ne couvrent aujourd'hui qu'1 % du territoire.

Climat & Energie

Flash – Le Premier ministre, Rishi Sunak, ne se rendra pas à la COP 27 qui s'ouvrira le 7 novembre à Sharm el-Cheikh en Egypte. La composition de la délégation britannique n'est pas encore connue.

Flash – Dans son [dernier rapport](#), la commission parlementaire sur la stratégie de sécurité nationale (*Joint Committee on the National Security Strategy*) juge l'action du gouvernement insuffisante pour protéger les infrastructures critiques du pays, de plus en plus exposées aux événements climatiques extrêmes. La commission recommande la création d'un ministre dédié et rattaché au Cabinet Office, la mise en place d'un forum de coopération entre les différentes autorités de régulation de ces infrastructures et le lancement d'un programme d'exercices de crises régionales.

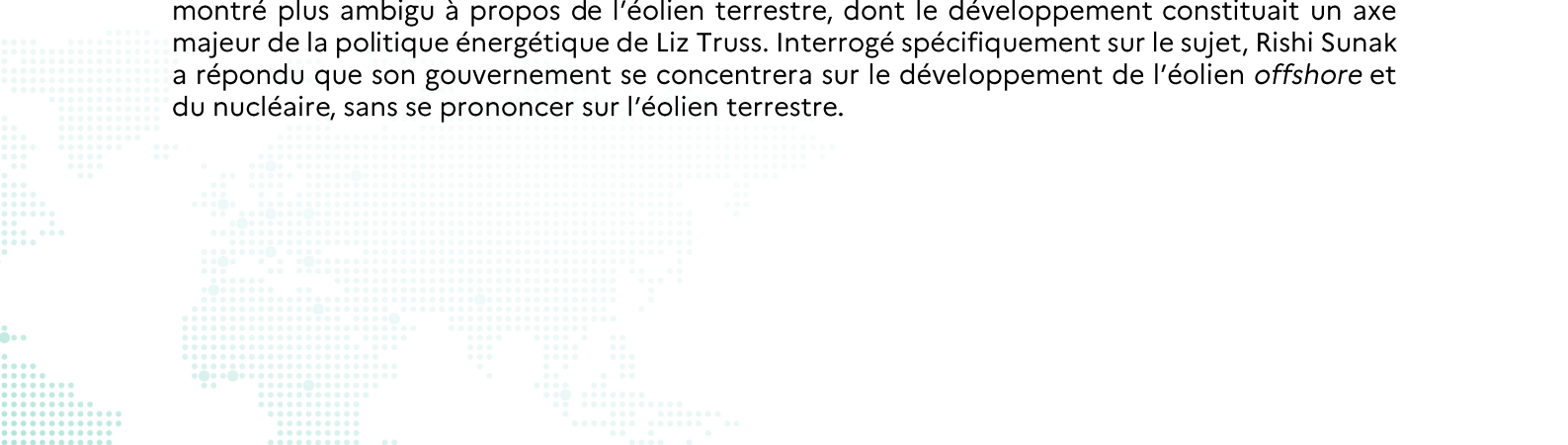
Flash – L'entreprise Centrica a rouvert le site de stockage de gaz naturel de Rough, au large du Yorkshire. Il n'opèrera toutefois qu'à 20 % de ses capacités avec un débit réduit, ce qui ne lui permettrait de subvenir qu'à 1 % de la consommation journalière du Royaume-Uni en cas de pic de froid.

Flash – Le gouvernement gallois s'apprête à créer une entreprise publique pour développer les énergies renouvelables et vise une capacité de production d'1 GW d'ici 2030. Les profits réalisés par l'entreprise seront réinvestis dans l'amélioration de l'efficacité énergétique des ménages.

Flash – Le Royaume-Uni et l'Irlande s'allient pour financer un programme de recherche de 74 M€ sur le changement climatique et l'alimentation durable.

Rishi Sunak rétablit le moratoire sur la fracturation hydraulique mais reste ambigu sur le développement de l'éolien terrestre

Lors de sa première session de questions au gouvernement en tant que Premier ministre, Rishi Sunak a confirmé le rétablissement du moratoire sur la fracturation hydraulique pour la production de gaz de schiste. La précédente Première Ministre Liz Truss avait suscité la controverse en abandonnant ce moratoire, pourtant inscrit dans le programme du parti Conservateur pour les élections générales de 2019. En revanche, alors qu'il s'était prononcé contre pendant la campagne pour le leadership du parti Conservateur cet été, Rishi Sunak s'est montré plus ambigu à propos de l'éolien terrestre, dont le développement constituait un axe majeur de la politique énergétique de Liz Truss. Interrogé spécifiquement sur le sujet, Rishi Sunak a répondu que son gouvernement se concentrera sur le développement de l'éolien *offshore* et du nucléaire, sans se prononcer sur l'éolien terrestre.



Les producteurs d'électricité renouvelable s'alarment du plafonnement de leurs revenus


Dans une [lettre ouverte adressée au gouvernement](#), l'association des énergéticiens britanniques, *Energy UK*, juge que le mécanisme de plafonnement des revenus des producteurs d'électricité renouvelable non couverts par des compléments de rémunération (*Contracts for Difference*), proposé par le gouvernement pour lutter contre la crise énergétique, pénalisera l'investissement dans les énergies renouvelables. En effet, s'il s'apparente à une *windfall tax*, le mécanisme se distingue de la surtaxe des profits des producteurs d'énergie fossile entrée en vigueur en mai 2022 à deux égards : il revient à plafonner le chiffre d'affaires des producteurs et non à taxer leurs profits, d'une part, et il n'intègre pas la possibilité de déduire le montant d'éventuels nouveaux investissements pour réduire le montant du prélèvement dû, d'autre part. *Energy UK* demande au gouvernement de revoir sa copie. Pour mémoire, le gouvernement n'a pas encore annoncé le seuil de revenu à partir duquel le mécanisme s'appliquera ; une consultation doit être lancée à ce sujet dans les prochains jours.

De plus en plus de ménages sont contraints de passer au prépaiement de leurs factures d'énergie

Alors que les arriérés de paiement sont en hausse, les fournisseurs d'énergie contraignent de plus en plus leurs clients à utiliser un compteur prépayé. [D'après des données publiques obtenues par le comparateur Uswitch](#), 7,5 M de personnes auraient désormais un tel compteur (contre 7,35 M fin 2021) et 10 000 personnes supplémentaires seraient concernées chaque mois. Les associations de lutte contre la précarité énergétique y voient un signe de la dégradation de la situation financière des ménages et craignent que les plus vulnérables soient privés d'énergie cet hiver, faute de disposer de ressources suffisantes pour payer leur facture en avance.

La UK Health Security Agency lance un centre d'expertise sur les impacts du changement climatique pour la santé

[Selon la directrice générale de cette agence, Prof. Dame Jenny Harries](#), le changement climatique représente une menace croissante pour la santé des Britanniques. En effet, contrairement à l'idée reçue d'un bénéfice net pour la santé grâce à des hivers plus doux, le changement climatique aura des impacts sur la santé bien plus larges à moyen terme du fait des risques accrus pour la sécurité alimentaire, d'inondations ou de maladies transmises par les moustiques. Selon elle, les impacts pour la santé devraient être intégrés à la politique climatique du pays. Ce nouveau centre d'expertise contribuera au suivi scientifique de ces risques et à la sensibilisation des décideurs et du grand public.



Environnement

Afin de mettre un frein au *greenwashing*, la *Financial Conduct Authority* (FCA) propose un ensemble de nouvelles mesures

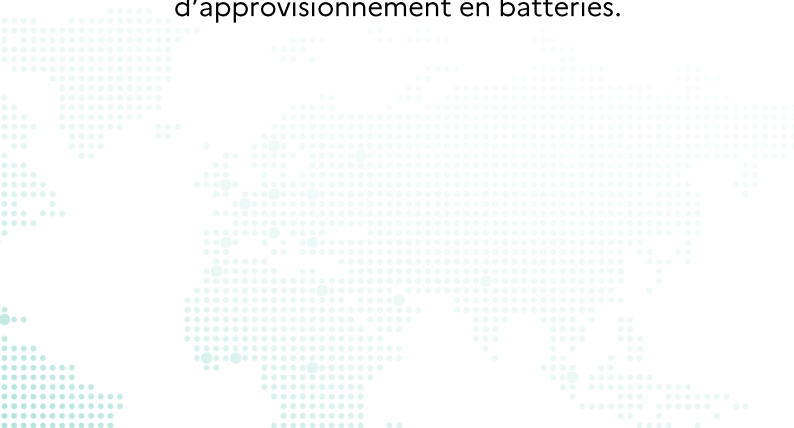
Parmi elles figurent la création de trois labels distincts de durabilité et des restrictions sur la façon dont des termes tels que "ESG" [« *Environmental, Social and Governance* »], "vert" ou "durable", peuvent être utilisés. La FCA indique qu'il y a eu une augmentation du nombre de produits d'investissement commercialisés comme "verts" ou faisant des déclarations plus larges sur la durabilité. L'organisme de réglementation financière ajoute que les allégations exagérées, trompeuses ou non fondées concernant les références ESG nuisent à la confiance dans ces produits. Aussi, elle entend exiger des distributeurs de produits, tels que les plateformes d'investissement, une meilleure information des consommateurs afin qu'ils puissent mieux comprendre leurs produits. Ceux-ci devront également s'assurer que ces informations sont accessibles et claires.

Le nouveau système d'aides agro-environnementales peine à trouver son public

Lancé par l'ancien ministre de l'agriculture George Eustice pour prendre le relais de la politique agricole commune, le nouveau système d'aides agro-environnementales (*Environmental Land Management Scheme*) n'a attiré pour l'instant qu'environ 1 000 agriculteurs depuis son lancement en juin 2022, soit 1,6 % de l'objectif du gouvernement d'ici 2028. Les agriculteurs jugent les subventions offertes pour ne pas cultiver leurs terres insuffisantes et les démarches administratives pour les obtenir trop lourdes. En conséquence, la grande majorité des agriculteurs préfèrent encore poursuivre leur exploitation, plus lucrative : un producteur de betterave à sucre peut par exemple espérer gagner 4 000 £ par hectare tandis que l'Etat lui offre seulement 22 £ par hectare dans le cadre de son programme d'aides. Le gouvernement de Liz Truss s'était engagé à réévaluer le dispositif, attisant les craintes des ONG de son abandon définitif.

Industrie

Flash – Le gouvernement a octroyé [211 M£](#) au *Faraday Battery Challenge* pour les 4 prochaines années, un mécanisme lancé en 2017 visant à développer une filière nationale d'approvisionnement en batteries.



La Confederation of British Industry (CBI) publie son étude mensuelle sur l'industrie manufacturière britannique

Entre août et octobre 2022, la [production](#) a reculé de 4 %, un chiffre similaire à celui enregistré en septembre. Les entreprises interrogées s'attendent toutefois à une hausse de la production d'ici la fin de l'année. 49 % des entreprises citent le manque de main-d'œuvre qualifiée comme l'un des facteurs qui devraient limiter leur capacité de production dans les prochains mois. Il s'agit du plus haut niveau depuis 1973. Les nouvelles commandes ont reculé de 8 % entre août et octobre, tandis que la confiance des entreprises a diminué pour le quatrième trimestre consécutif à un taux inédit depuis avril 2020 (- 48 % par rapport au trimestre précédent).

L'investissement en R&D recule au R-U depuis 2014

Selon une étude du *think tank* *Institute for Public Policy Research* ([IPRR](#)), basée sur des données de 2019, la part des dépenses britanniques en R&D est passée de 4,2 % à 3,4 % du total mondial entre 2014 et 2019, soit une baisse de 20 %. Le R-U est classé 11^e parmi les pays de l'OCDE en matière de dépenses de R&D. Ces données contrastent avec les promesses des différents Premiers ministres depuis David Cameron de faire du R-U une puissance scientifique. L'IPRR souligne que l'investissement public demeure essentiel pour mobiliser l'investissement privé : selon ses estimations, 1 Md£ d'investissement public dans la R&D se traduit par un investissement supplémentaire du secteur privé à hauteur d'1,36 Md£ sur 10 ans. Afin de stimuler l'investissement privé et la croissance, l'IPRR suggère au gouvernement d'investir en priorité dans les sciences de la vie, secteur au sein duquel les dépenses de R&D sont les plus élevées, plutôt que de diminuer l'impôt sur les sociétés. L'IPRR souligne par ailleurs qu'un changement méthodologique de l'Office statistique britannique (ONS) a conduit à une hausse, en trompe-l'œil, des dépenses totales de R&D permettant d'atteindre l'objectif de 2,4 % du PIB en 2019, alors qu'elles s'élèvent à [1,7 % du PIB selon l'OCDE](#).

Certaines entreprises pharmaceutiques envisageraient de réduire leur activité au R-U si le NHS maintenait son mécanisme limitant le prix de certains médicaments

Selon des documents consultés par le [Financial Times](#) (FT), au moins deux entreprises implantées au R-U ont écrit au gouvernement en ce sens. Introduit en 2019, le VPAS (*Voluntary Scheme for Branded Medicines Pricing and Access*) oblige les entreprises concernées à verser 15 % de leurs revenus au ministère de la Santé si le montant des factures de médicaments réglé par le système de santé (NHS) augmente de plus de 2 % par an. Ce mécanisme, initialement limité aux nouveaux médicaments, a été étendu à certains médicaments non couverts par les brevets comme les biosimilaires (médicaments biologiques proches d'un médicament biologique de référence dont le brevet est tombé dans le domaine public). Face à ces obligations financières, certains groupes pharmaceutiques envisageraient de réduire leur activité au R-U voire de cesser de fournir le NHS. La *British Generic Manufacturers Association* (BGMA), qui représente les entreprises pharmaceutiques britanniques, souligne qu'un plus faible nombre de fournisseurs conduira *in fine* à une hausse des prix des médicaments.

Transports

Flash – Lundi 24 octobre, 600 employés du port de [Liverpool](#), deuxième port de marchandises au R-U, ont entamé une nouvelle grève de deux semaines après l'échec des négociations salariales.

Flash – *Transport for London* (TfL) prolonge jusqu'en septembre 2023 l'offre de location de [trotinettes électriques](#) gérée actuellement par les opérateurs privés *Tier*, *Lime* et *Dot*. 1,7 M de trajets en trotinettes ont été réalisés depuis juin 2021, date du lancement de cette offre.

L'aéroport d'*Heathrow* pourrait être contraint de réintroduire son *passenger cap* en période de forte affluence

Introduite à l'été 2022, la limite de 100 000 passagers quotidiens pouvant transiter par l'[aéroport](#) londonien doit prendre fin le 29 octobre 2022. Elle pourrait cependant être réintroduite pendant les vacances de Noël, lors des jours de forte affluence. *Heathrow* estime en effet qu'il lui manque 25 000 employés pour faire face à la hausse de la demande à cette période. L'aéroport serait en pourparlers avec les compagnies aériennes pour régler ce problème et envisagerait de déplacer certains vols de début de matinée - qui sont généralement les plus fréquentés - vers l'après-midi. La direction d'*Heathrow* souligne par ailleurs que la fréquentation devrait demeurer inférieure à son niveau pré-pandémique pendant plusieurs années, en raison des effets du Covid-19 sur les habitudes de voyage, de la guerre en Ukraine et d'une dégradation de la situation économique mondiale. *Heathrow* a enregistré une perte de 400 M£ entre janvier et septembre 2022, qui s'ajoute aux 4 Md£ de pertes enregistrées entre 2020-2021.

De nouvelles grèves sont annoncées dans le secteur ferroviaire

Plusieurs milliers de membres du syndicat [TSSA](#) (*Transport Salaried Staffs' Association*) travaillant pour *Network Rail*, gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire britannique, feront grève les 3, 5 et 7 novembre. Par ailleurs, les employés de cinq compagnies ferroviaires (*South Western Rail*, *Southeastern*, *West Midlands Trains*, *Northern* et *Great Western*) mèneront des actions de débrayage (*action short of strike*, ASOS) tout au long du mois de novembre et seront rejoints par ceux de l'opérateur *TransPenine Express* à partir du 7 novembre. Ce mouvement social concernera également les fonctions support : employés dans les guichets de vente, gares et salles de contrôle, etc. La TSSA demande une hausse des salaires permettant de compenser les effets de l'inflation ainsi qu'une garantie qu'il n'y aura pas de licenciements économiques (*compulsory redundancies*) et de changement non négocié des conditions de travail.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international